



POUR L'EMPLOI, LES CONDITIONS DE TRAVAIL, LES RÉMUNÉRATIONS, LES SERVICES PUBLICS

GRÈVE LE 19 MARS

Les syndicats de la DGFIP se sont réunis le 12 février 2009 pour analyser les résultats de la grève du 29 janvier et pour envisager la suite de la mobilisation compte tenu des communiqués interprofessionnels, Fonction publique et Finances et sur la base du contexte propre à la DGFIP.

Les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor, CGT Impôts, CGT Trésor, Union FO-DGFIP, CFDT Finances Publiques, CFTC DGFIP et UNSA DGFIP se félicitent du très fort engagement des agents de la DGFIP, tous grades confondus, dans la grève et les manifestations unitaires du 29 janvier.

Elles considèrent également que l'unité syndicale interprofessionnelle est un élément positif pour réussir les mobilisations dans la durée et obtenir satisfaction.

Elles constatent que les pouvoirs publics n'ont à ce jour apporté aucune réponse aux revendications et que celles propres aux fonctionnaires et aux services publics ont fait l'objet de nouvelles provocations lors de l'intervention du président de la République.

Elles estiment donc qu'il est nécessaire d'accentuer la pression.

En conséquence, les organisations syndicales de la DGFIP décident ensemble :

- **d'appeler les 130 000 agents de la DGFIP à la grève le 19 mars,**
- **de préparer la grève du 19 mars en assemblées générales unitaires dans tous les services,**
- **de saisir toutes les occasions locales (pétitions, rassemblements CTP ou autres réunions...) pour exprimer les revendications.**

TOUS EN GREVE ET AUX MANIFESTATIONS LE 19 MARS POUR

- **L'arrêt de la politique de suppressions d'emplois,**
- **L'augmentation significative de la valeur du point d'indice et la réévaluation de la grille indiciaire,**
- **Le retrait des projets porteurs de reculs pour la population et les fonctionnaires,**
- **Préserver et améliorer les garanties collectives.**

Ces revendications qui portent sur l'emploi, les rémunérations et les Services Publics ont une forte résonance à la DGFIP compte tenu du rôle particulier qui lui incombe dans le contexte de crise actuel.

Par ailleurs, les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor, CGT Impôts, CGT Trésor, Union FO-DGFIP, CFDT Finances Publiques, CFTC DGFIP et UNSA DGFIP ont décidé de demander une audience au Directeur Général pour exiger l'ouverture de discussions sur la base de ces revendications.

Elles se réuniront de nouveau le 5 mars.

Le 16 février 2009